

L'agroalimentaire français : l'investissement et l'export pour conquérir de nouvelles étoiles

25 novembre 2015

Farah Allouche (Conseiller Sectoriel)

✉ Farah.Allouche@eulerhermes.com

Alain Estrade (Responsable des risques pour le secteur IAA, Euler Hermes France)

✉ Alain.Estrade@eulerhermes.com

En résumé :

- La hausse des chiffres d'affaires (CA) de l'industrie agricole et alimentaire (IAA) français n'a pas permis d'endiguer l'érosion de la rentabilité : le taux de marge a perdu 6 points en 10 ans. En cause, les pressions déflationnistes et les changements d'habitude de consommation.
- La prééminence du modèle coopératif (85 milliards d'euros de CA en 2014) rassure sur l'intégration. Il limite cependant encore les ambitions à l'export (seulement 7% du CA).
- Les dépenses d'investissement dans l'IAA sont attendues en hausse. L'actif immobilisé augmenterait d'1 point de bilan en 2015 et de 2 points en 2016. Celles-ci serviront notamment à pousser les exportations : elles atteindraient 61,2 milliards d'euros en 2016 soit +5 milliards sur 2015-16.
- Les perspectives de marché, notamment à l'export et une amélioration des bilans devraient permettre un repli des défaillances dans l'IAA de -1% en 2015 et -3% en 2016.

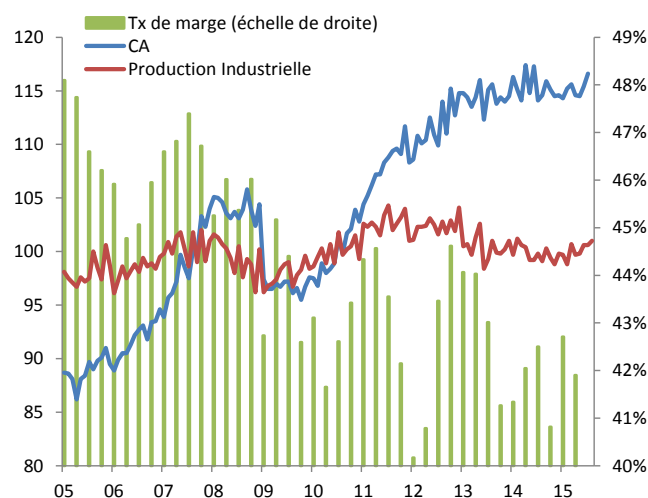
L'industrie gastronomique française voit sa rentabilité défiée par un marché aux contraintes croissantes

Près de 15 000 entreprises et 500 000 emplois auxquels s'ajoute une myriade d'exploitations agricoles composent le secteur de l'IAA française. Alors qu'ils étaient stimulés par l'envolée des prix des matières premières, jusqu'en 2014 (graphique 1), les chiffres d'affaires ont été marqués par un ralentissement depuis, avec seulement +2% à fin août, dans un contexte de prix alimentaires bas. Pourtant, le taux de marge moyen du secteur IAA a perdu 6 points en 10 ans pour atteindre 42% en 2015 et se stabiliserait en 2016.

Les agriculteurs et industriels de l'alimentaire sont soumis à une double contrainte expliquant cette dégradation : (i) les changements d'habitudes de consommation des ménages et (ii) la pression sur les prix.

Les dépenses des ménages français pour l'alimentation sont en hausse structurelle (+0.6% par an depuis 2005), entretenues par le caractère indispensable de ces produits et la démographie du pays. Si les volumes sont en hausse, la composition du panier des

Graphique 1 : Evolution des indices de CA et production industrielle de l'IAA vs. taux de marge (base 100 en 2010)



Sources: IHS, INSEE, Euler Hermes

ménages s'est profondément transformée. La part des dépenses pour les conserves et plats préparés a plus que doublé en un demi-siècle au détriment des vins ou de la viande notamment (graphique 2).

Quant aux prix, les pressions déflationnistes sont indéniables : les prix de ventes des produits alimentaires ont reculé de -2% à fin juin sur un an (graphique 3). Au-delà des effets prix, nous avons constaté un glissement de la valeur ajoutée le long de la chaîne de valeur, au détriment de l'agriculture, de l'élevage et de la transformation. Par exemple entre 2000 et 2015, les agriculteurs et transformateurs ont perdu respectivement -3 et -2€ de valeur ajoutée induite par 100 euros de consommation alimentaire (graphique 4). Une grande partie de la création de valeur s'est déplacée en faveur des activités aval (services, distribution). Sans changement majeur opéré par l'IAA pour capter de nouveau le fruit de la création de valeur, rien ne permet de penser que cette tendance s'interrompra.

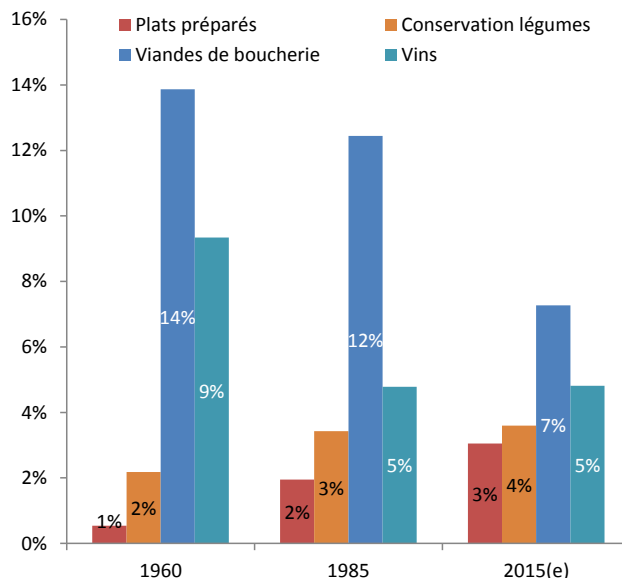
De la difficulté de se coordonner pour mieux exporter

Un des arguments souvent repris pour expliquer les difficultés rencontrées par le secteur est le manque d'intégration. Cette notion se définit pourtant comme le degré de coopération entre les acteurs qui interviennent à différents stade du processus de production et dont les activités sont complémentaires (intégration horizontale et verticale).

Or la prévalence du modèle coopératif en France – plus de 3 000 coopératives recensées soit une marque sur trois – montre sans conteste que l'IAA française est intégrée. Sous l'objectif de sécurisation et de partage de l'outil de production des adhérents, lesquels bénéficieront d'un plus grand pouvoir de marché et de négociation face à la compétition intense, les coopératives ont dégagé un chiffre d'affaires de près de 85 milliards d'euros en 2014.

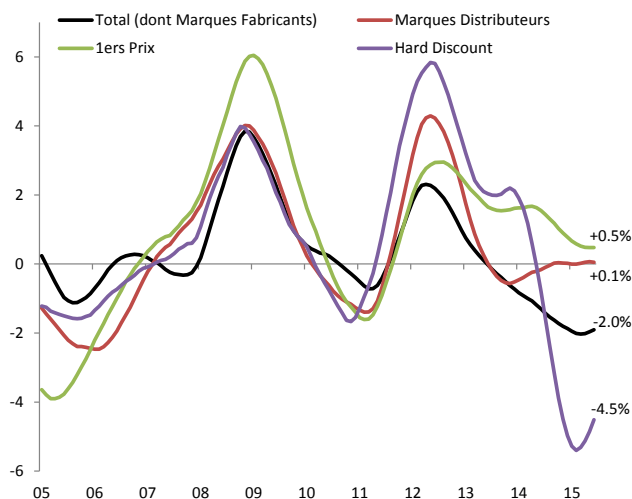
Mais si la coopérative se révèle comme un puissant modèle pour protéger ses adhérents, particulièrement en période de crise, le mode de gouvernance qui la caractérise et son modèle économique ne permettent pas encore de gagner plus de parts de marché à l'export (seulement 7% du total CA) ou de lever des financements alternatifs au prêt bancaire classique (capital investissement, marchés financiers) qui permettraient d'accélérer l'innovation et le développement à l'étranger. Moins de 20% des investissements de l'IAA sont financés par autre chose que du prêt bancaire ou de l'autofinancement ; et moins encore pour les coopératives. C'est dans ce contexte qu'inévitablement les coopératives ont été amenées à se concentrer : en 20 ans le nombre de petites coopératives est divisé par deux, toujours en vue d'accroître leur influence sur les marchés.

Graphique 2 : Changement des habitudes de consommation, évolution du panier des ménages (en % du total des dépenses alimentaires)



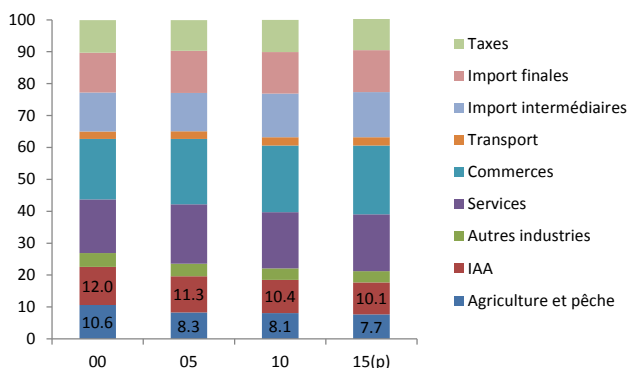
Sources: INSEE, Euler Hermes

Graphique 3 : Evolution des prix par canal de distribution (en %, glissement annuel)



Sources: DGCCRF, Nielsen, Euler Hermes

Graphique 4 : Décomposition de la consommation finale alimentaire en valeurs ajoutées induites par 100 euros de dépenses alimentaires (en euros)



Sources: OIPM, Euler Hermes

Alors que les rapprochements se faisaient surtout entre coopératives, depuis 2014 les opérations sont de plus en plus orientées vers des entreprises privées en vue de créer des pôles de compétences. Ainsi, ce n'est pas tant le manque de coopération que la difficulté de coordonner, à l'échelle nationale, les objectifs des décisions d'investissement qui peut pénaliser l'IAA français à l'export.

2016 : le retour de l'investissement pour l'IAA, vers plus d'internationalisation

Depuis 2012 les dépenses d'investissements du secteur ont marqué un véritable coup d'arrêt alimenté par la volonté de se désendetter. Les résultats du Baromètre Investissements et Trésorerie Euler Hermes ⁽¹⁾ sont édifiants : la volatilité des prix matières et la pression sur les marges sont les deux principaux facteurs qui freinent l'IAA française à investir cette année. Priorité est donnée aux investissements défensifs (renouvellement) : seulement 18% des entreprises interrogées prévoient d'investir en R&D.

Pourtant, les entreprises de l'IAA n'ont jamais eu autant les moyens d'investir : la solvabilité moyenne du secteur atteint son plus haut niveau à 45% en 2015 tandis que la dette nette (trésorerie déduite des emprunts) représente seulement 65% des fonds propres (graphiques 5).

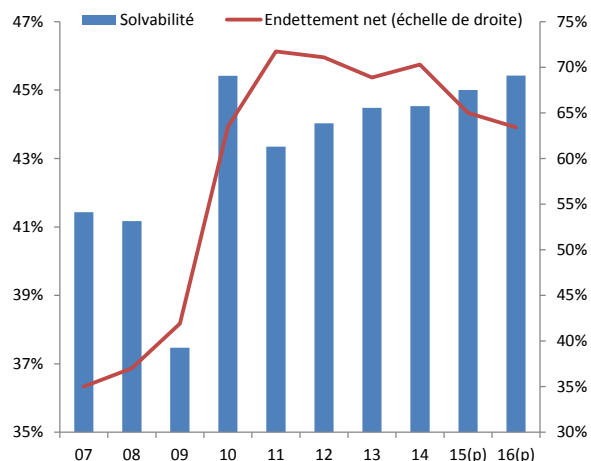
Les enjeux poussant à investir sont multiples dans un contexte de relative uniformisation des produits, d'obsolescence rapide et d'aspirations diverses des consommateurs (plaisir, santé, éthique). Euler Hermes prévoit ainsi les dépenses d'investissement (innovation, recherche de débouchés), mesurées par l'évolution de l'actif immobilisé, augmenteraient d'1 point de bilan en 2015 et de 2 points en 2016 (graphique 6), notamment pour accroître le CA à l'export. Ce canal s'avère incontournable dans la mesure où la France produit plus qu'elle ne consomme.

Le rayonnement de la French cuisine dans le monde : une belle vitrine mais qui ne profite pas à tous

Si historiquement l'IAA est le 2^{ème} excédent commercial français (9 milliards d'euros en 2014), l'activité à l'export est essentiellement réalisée par quelques grandes entreprises. Le taux de CA à l'export des entreprises au CA supérieur à 1,5 milliards d'euros devrait avoisiner les 45% en 2015, alors qu'en moyenne pour l'ensemble de l'IAA ce taux chute à 11% (graphique 7). Cette disparité de situations tend à s'effacer, les entreprises de taille plus modeste cherchant aussi à se diversifier à l'étranger.

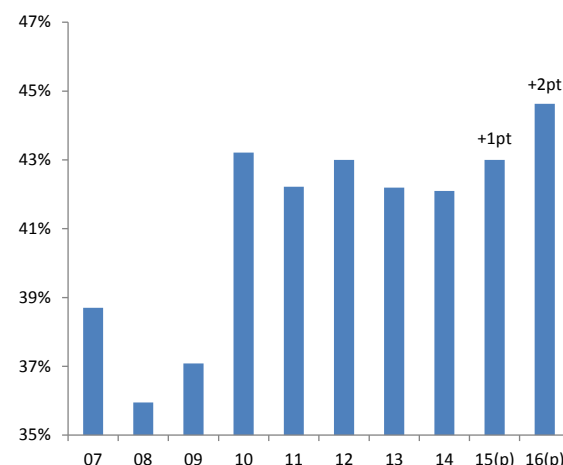
Mais toutes les filières ne présentent pas les mêmes opportunités à l'export. Le premier secteur générateur de chiffre à l'export est celui des boissons, vins et spiritueux qui a réussi à compenser la baisse de volume sur le marché domestique en se tournant vers les pays voisins (Royaume-Uni, Allemagne ou

Graphique 5 : Evolution de la solvabilité et de l'endettement net des entreprises de l'IAA (en %)



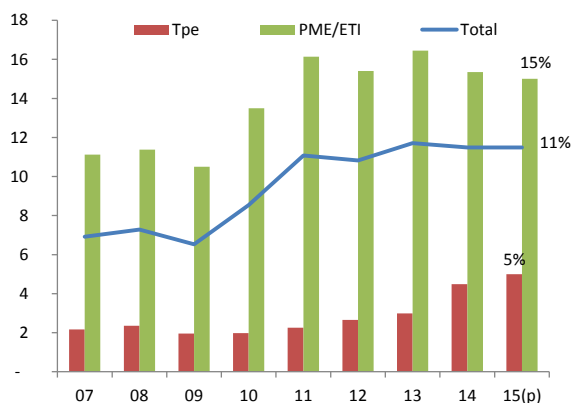
Source: Euler Hermes

Graphique 6 : Evolution de l'actif immobilisé des entreprises de l'IAA (en % du total bilan)



Source: Euler Hermes

Graphique 7 : Taux d'exportation des entreprises de l'IAA (en % du chiffre d'affaires)



Source: Euler Hermes

NB : Grandes Entreprises incluses dans Total

(1) Juin 2015 / Etude réalisée auprès de plus de 800 entreprises françaises

Belgique), mais aussi plus lointains. En effet, les Etats-Unis ont connu une croissance de +7% par an en moyenne entre 2010 et 2014 ; Singapour et la Chine, respectivement +10% et +6% par an. Plus marginaux, certains pays partenaires présentent un réel attrait à l'export pour la France : l'Australie, la Corée du Sud ou le Niger (+18% par an en moyenne).

D'autres filières telles que la viande ou le lait (15% des exportations alimentaires françaises), sont soumises à plus de contraintes, notamment sanitaires. Cela rend l'exportation plus complexe, coûteuse, et vulnérable aux mesures protectionnistes, à l'image de l'embargo Russe sur certains produits d'alimentation qui a entraîné, pour les exportations de porc par exemple, un manque à gagner de 60 millions d'euros en 2014.

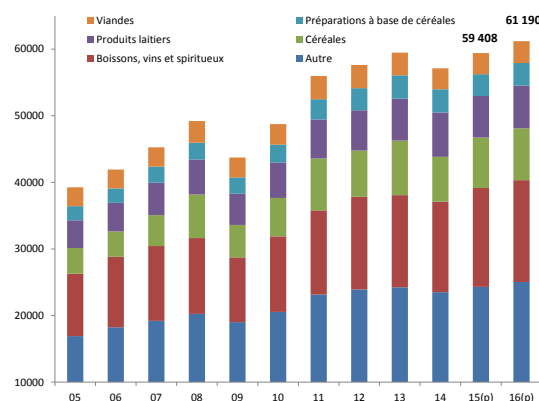
Pour autant au global, Euler Hermes prévoit que les exportations françaises agroalimentaires devraient croître de +2,3 milliards d'euros en 2015 (dont +1 milliard grâce à l'euro) et +2,7 milliards en 2016 pour atteindre 61,2 milliards (graphique 8). En 2016, les produits moteurs resteront les boissons et produits céréaliers, tandis que les exportations de produits laitiers et viandes, bien qu'en léger mieux, demeureront à des niveaux bas.

Reprise des investissements de l'IAA et parts de marché additionnelles à l'export, les remèdes contre les défaillances en 2016

La profonde mutation que traverse l'IAA française et la nécessité de trouver un nouveau souffle, notamment vers les marchés étrangers se traduit nettement dans les chiffres de défaillances. Le rythme d'entrées en procédure collective des entreprises IAA s'est accéléré, passant de +2,4% par an en moyenne entre 2000 et 2010 à +3,2% par an depuis 2010, avec notamment un pic à +8% entre 2012 et 2013.

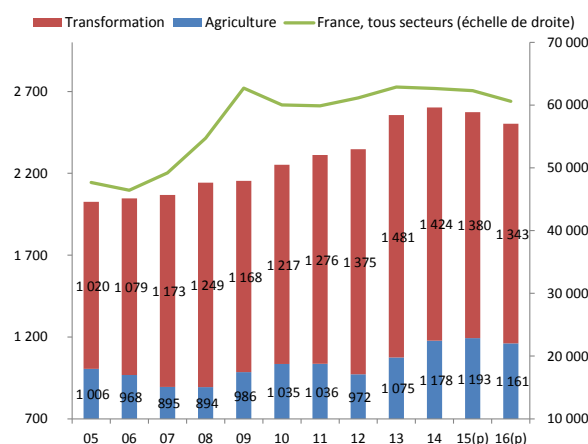
La conjonction d'une hausse des investissements et des parts de marché à l'export laisse entrevoir une amélioration des marges. Ainsi, Euler Hermes anticipe une baisse des défaillances de -1% en 2015 et -3% en 2016, soit respectivement 2 590 et 2 520 entrées en procédure (graphique 9). Toutefois, cela ne sera toujours pas suffisant pour retourner au niveau d'avant-crise, inférieur de 20%.

Graphique 8 : Evolution des exportations françaises par produit (en millions d'euros)



Sources: ITC, Euler Hermes

Graphique 9 : Entrées en procédure collective (en nombre)



Sources: Données nationales, Euler Hermes France

DISCLAIMER

These assessments are, as always, subject to the disclaimer provided below.

This material is published by Euler Hermes SA, a Company of Allianz, for information purposes only and should not be regarded as providing any specific advice. Recipients should make their own independent evaluation of this information and no action should be taken, solely relying on it. This material should not be reproduced or disclosed without our consent. It is not intended for distribution in any jurisdiction in which this would be prohibited. Whilst this information is believed to be reliable, it has not been independently verified by Euler Hermes and Euler Hermes makes no representation or warranty (express or implied) of any kind, as regards the accuracy or completeness of this information, nor does it accept any responsibility or liability for any loss or damage arising in any way from any use made of or reliance placed on, this information. Unless otherwise stated, any views, forecasts, or estimates are solely those of the Euler Hermes Economics Department, as of this date and are subject to change without notice. Euler Hermes SA is authorised and regulated by the Financial Markets Authority of France.

© Copyright 2015 Euler Hermes. All rights reserved.